



**COMPTE RENDU
DE LA SÉANCE
EXTRAORDINAIRE
À VENIR**

**« L'hospitalité vive constituera désormais
le fondement de notre politique municipale »**
Anne Hidalgo, Maire de Paris

Anne Hidalgo a réuni un Conseil municipal extraordinaire afin de présenter les enjeux comme le contenu d'une « **politique de l'hospitalité pour le 21^e siècle** ».

La Maire de Paris a solennellement pris la parole devant les Conseillères et Conseillers de Paris pour porter la vision d'une capitale « dont les lumières devront désormais tenir de la beauté et de la portée des gestes, des lieux, des pratiques d'accueil qui s'y déploieront ». Après un discours énonçant les principes d'une « nouvelle politique municipale pour une hospitalité vive et créatrice », profondément inspirée par l'accueil que des Parisiennes et Parisiens bâtissent depuis des années, dans la clandestinité bien souvent, Anne Hidalgo a présenté le projet du **Très Grand Hôtel** dont elle souhaite engager aussitôt que possible la mise en œuvre. Ce « premier centre d'hébergement citoyen » porté par des chercheurs et des collectifs du Nord-Est parisien, sera composé de chambres dans le diffus, chez des habitants solidaires ou dans leur voisinage, et d'une « Réception, haut-lieu public de rencontre avec les personnes migrantes et d'invention collective de l'hospitalité », auto-gérée par les riverains.

La Maire de Paris a décrit dans le détail ce projet « architectural et urbain, social et culturel » qui reconnaît les citoyens solidaires comme « les créateurs, et donc les experts, d'une hospitalité du 21^e siècle » et qui exige des acteurs publics qu'ils assurent un « soutien technique, financier, juridique de cette création d'avant-garde ». Le Très Grand Hôtel comptera dans ses équipes des architectes, des artistes, des travailleurs sociaux et des juristes à même de cartographier, aménager, entretenir, réquisitionner des chambres dans le tissu urbain et de former, outiller, équiper, épauler **les hébergeurs solidaires considérés comme « pionniers d'une grande politique d'avenir »**. C'est dans le quartier de La Chapelle qu'une première réalisation de cette « utopie concrète » doit voir le jour, dans le sillage notamment de l'action du collectif Petits déj' solidaires qui « transforme quotidiennement le parc des Jardins d'Éole dans le 18^e arrondissement en haut-lieu de l'hospitalité », comme l'envisageaient ses créateurs, Claire et Michel Corajoud et Georges Descombes. C'est donc au beau milieu de cette esplanade, ancienne Cour du Maroc, que doit se dresser la Réception du premier Très Grand Hôtel. La construction de ce bâtiment manifeste, étendard d'une nouvelle politique de l'amitié, va nécessiter le retrait des barrières installées ici-même en 2015 pour tenir à distance les migrants, « dispositif sécuritaire qui, comme tant d'autres, a couvert de honte la capitale. »

Il s'agit, a martelé la Maire de Paris, de « **faire rupture avec les politiques de violence consistant à éloigner toujours, non seulement de la Place de la République mais de la République elle-même**, et de faire aussi rupture avec les politiques de gestion de crise consistant en l'organisation d'un accueil abstrait, de placements et déplacements aux marges de la ville, à distance des Parisiennes et Parisiens et des réseaux de solidarité vifs et vitaux ». Avant de conclure et d'ouvrir la séance de débat avec les Conseillères et Conseillers de Paris, la Maire de Paris a annoncé que, parallèlement à la mise en œuvre de ce « chantier capital pour Paris », elle associe la Ville à l'instruction conduite par divers collectifs en France et en Italie visant à **faire reconnaître par l'UNESCO l'acte d'hospitalité au Patrimoine culturel immatériel de l'humanité**. Devant l'organisation internationale, la Maire de Paris veut plaider « en personne », a-t-elle insisté, pour une politique de sauvegarde de l'acte d'hospitalité, comprenant notamment la multiplication de Très Grands Hôtels à l'échelle européenne.

Débat avec les Conseillères et Conseillers de Paris

Patrick Viry, Conseiller de Paris, Groupe Changer Paris (Républicains, centristes et indépendants) : « Vous annoncez aujourd’hui engager une politique d’accueil des migrants sur le long terme. Vous acceptez donc ouvertement que la crise migratoire s’installe alors que les Parisiennes et Parisiens dans leur grande majorité n’en peuvent plus, n’en veulent plus ? »

Anne Hidalgo : « Vous avez raison, nos concitoyens n’en peuvent plus, n’en veulent plus. Mais de quoi au juste ? D’une migration synonyme de misère, de violence, de campements et de drogue, d’espaces publics saccagés. Pouvons-nous reconnaître enfin que ce qui nous dégoûte, à raison, est la conséquence de l’inconséquence de nos politiques ? On dit les migrants sans papier, ils sont ensevelis sous la paperasse d’une administration qui les épuise. On les dit esseulés, ils sont harcelés par une police, municipale y compris, qui les terrorise. On les dit illégaux, ils sont écartés par nos propres soins des droits les plus élémentaires, de la simple reconnaissance de leur humanité tels que l’exigent les textes fondamentaux que nous connaissons par cœur. Je me permets de vous dire que comme moi, vous êtes complice, que vous et moi avons fait des erreurs énormes, redoutables, en élaborant des politiques visant à faire disparaître, par l’expulsion ou la "prise en charge", laissant entendre que ces personnes sont de trop dans notre paysage. Ce que je défends aujourd’hui, et espère bientôt partager avec vous, c’est que la migration n’est pas une crise à régler, mais une dimension fondamentale du devenir de notre ville à accompagner, à magnifier. Alors, mettre en œuvre le Très Grand Hôtel c’est non annoncer une interminable crise migratoire, mais un mouvement de solidarité inarrêtable. Entendez bien cela : les mouvements migratoires vont s’amplifier de manière extraordinaire dans les prochaines années, et seule une haute culture de l’accueil et de la bienveillance peut rendre désirable l’avenir qu’annoncent ces mouvements. C’est la politique de gestion de crise dans laquelle nous nous sommes enfermés qui produit le désastre que vous redoutez : instituant la migration comme catastrophe, elle promet un avenir catastrophique. Suivre les actes d’hospitalité, écouter, pour la cultiver, l’amitié qui les anime, c’est écrire une tout autre histoire de ce qui a lieu et pourrait avoir lieu. Oui, c’est une révolution de notre imaginaire qu’il faut engager. Oui, c’est à considérer les personnes migrantes non plus comme de pauvres errants à prendre en charge mais comme des rêveurs magnifiques à célébrer. Oui, c’est à voir dans les Parisiennes et Parisiens solidaires les plus éclairés de nos femmes et hommes politiques représentant, en actes, une véritable opposition à toutes les politiques mortifères que nous avons mises en œuvre jusqu’alors. Oui, c’est à bâtir au cœur de la ville un bâtiment magnifique, la Réception du Très Grand Hôtel, consacré à magnifier et faire l’hospitalité. Oui, c’est à mettre en œuvre à partir de là un programme solide et joyeux pour les temps à venir. C’est ce que je veux porter à Paris, pour Paris, au long cours. Les Parisiennes et Parisiens en seront les premiers défenseurs, épargnés enfin de toutes nos politiques d’aggravation. »

« la migration n’est pas une crise à régler, mais une dimension fondamentale du devenir de notre ville à accompagner, à magnifier

Aurélie Pirillo, Conseillère de Paris, Groupe Changer Paris (Républicains, centristes et indépendants) : « Madame la Maire, vous invoquez un peuple parisien que, excusez moi de vous le dire, vous fantasmez de part en part ! Chantre d'une démocratie participative, vous prenez pourtant à rebours les aspirations des administrés lorsqu'il s'agit de faire sensation comme aujourd'hui. Vous annoncez un projet qui ne correspond qu'aux désirs de quelques groupuscules, souvent très politisés vous le savez, non de l'ensemble des citoyens que vous êtes censée représenter. »

Anne Hidalgo : « Depuis un moment, quand je repense à ce que nous avons fait depuis cinq ans, j'ai en tête la formule sur la guerre et le déshonneur prêtée à Churchill : sur la prétendue "crise" des migrants, nous voulions éviter de nous mettre à dos l'opinion publique et nous voulions éviter de traiter des personnes vulnérables d'une façon indigne. Le résultat, c'est que nous faisons les deux. Si je cherche à décrire sans complaisance la façon dont nous avons "géré" tout cela, je ne vois qu'une série ininterrompue de gestes négatifs : empêcher, cacher, isoler, défaire, démanteler, évacuer. Des réactions en urgence, au coup par coup, en espérant qu'il n'y ait pas trop de vagues pour tenir jusqu'à l'accroc suivant. En espérant même, à dire vrai, que cette politique mortifère les décourage, ceux qui sont là et qu'on ne veut plus voir, comme ceux qui seraient tentés de venir encore. Nous ne voyons désormais autour de nous plus que le désastre que nous avons créé. Ma conclusion est simple, j'en suis désormais convaincue : non, il n'existe pas d'accueil par défaut, non, il n'existe pas de politique d'hospitalité qui soit portée par la peur, la colère ou le mépris. Faire l'hospitalité n'est pas un effort à faire, une charge à accepter, une épreuve à endurer, un coût, un fardeau, une douleur à consentir. C'est cela que le peuple parisien ne veut pas, vous avez raison : faire un effort supplémentaire, alors que la précarité est déjà le lot de tant d'entre eux. Mais ça n'est pas cela que nous allons mettre en œuvre, c'est précisément le strict opposé. Daignez vous rendre Cour du Maroc tous les matins à l'heure du petit déjeuner, et voyez la joie, la beauté, la puissance de ce qui s'affirme. Daignez vous porter auprès de celles et ceux qui s'organisent au quotidien, qui donnent des cours de langue, qui accompagnent les personnes dans les démarches que nous leur imposons, qui les hébergent, et voyez ce que leur engagement éclaire dans leur regard.

Oui, la situation est critique, le monde est bouleversé, les personnes qui franchissent les frontières sont véritablement rescapées, terriblement meurtries. Mais je vous l'affirme aujourd'hui : une politique de haute volée consistant à accueillir ces étrangers comme s'il s'agissait de reines et de rois transformera pour le meilleur le quotidien des Parisiennes et Parisiens. C'est ce peuple-là, écrasé par nos politiques brutales, qui se relèvera à la rencontre de celles et ceux qui, par leur quête forcenée d'une vie heureuse, augmenteront la nôtre. »

« une politique de haute volée consistant à accueillir ces étrangers comme s'il s'agissait de reines et de rois transformera pour le meilleur le quotidien des Parisiennes et Parisiens »

Barbara Gomes, Conseillère de Paris, Groupe Communiste et Citoyen : « Un peuple écrasé dites-vous, voilà ce que dans les faits, drapés de si beaux discours, vous organisez en imposant aux habitants du 18^e arrondissement, au Paris populaire, de porter comme toujours la charge de la solidarité. Pourquoi ce Très Grand Hôtel ne prendrait-il pas place au cœur des très beaux quartiers ? »

Anne Hidalgo : « Comment ne pas confesser que cette vision d'une solidarité coûteuse est celle qu'avec Ian Brossat, adjoint notamment à la "protection des réfugiés", j'ai défendue tous les matins jusqu'à il y a peu. Comme vous, nous n'étions évidemment pas obsédés par le sujet, mais par les petites luttes politiciennes qui nous animent. Comme vous, nous cherchions à agresser l'adversaire plutôt qu'à construire une politique digne de ce nom. Nous l'avons répétée, et mise en actes malheureusement autant que possible, l'idée que les populations les plus privilégiées devaient accueillir des migrants et participer ainsi à l'effort. Nous avons placé nombre de ces pauvres gens dans le 16e arrondissement comme s'il s'agissait d'un fardeau épouvantable, et ricané presque en voyant les réactions outrées des habitants de ces beaux quartiers comme vous dites. Comme vous, nous parlions d'effort donc, d'une hospitalité pensée comme un "devoir d'humanité" auquel soumettre le tout Paris. Nous voulions la faire payer, les faire payer. Quelle honte ! Entendez-vous combien ce langage fait violence, combien il méprise des personnes présentées comme un poids pour la collectivité, mais aussi abîme l'hospitalité réduite à une forme de corvée. Si l'hospitalité est un trésor, la matrice même de ce qui fait commune, comment prétendre encore que la cultiver puisse s'avérer un devoir ? Faire l'hospitalité, madame la Conseillère, ce ne peut être qu'une joie. Vous n'y êtes donc pas, et nous n'y sommes pas davantage, et nous comme vous tenons un discours détraqué, une vision troublée par notre paresse, sinon notre petitesse, politique. Notre énergie, plutôt que la mobiliser afin d'agresser l'autre et faire des coups chez les riches pour faire image, nous devrions l'employer à tenter de comprendre ce que l'hospitalité nous fait et nous fait faire, combien elle est le levier d'une vie sociale intense, possiblement magnifique. Ce Très Grand Hôtel, nous en serons émus et fiers. Il nous rappellera les migrations séculaires, il éveillera les mémoires de toutes nos familles venues de loin et faisant aujourd'hui la beauté de Paris telle qu'elle est. Il se dressera comme une architecture en avance sur son temps et marquera le territoire d'un nouveau repère, préparant l'avenir. Il fera référence pour tant d'autres villes, pour tant d'autres pays. Vous parlez de "beaux quartiers", voilà ce qu'il fera du 18e arrondissement de Paris : un beau quartier, d'une beauté qui vient de loin et nous portera loin. »

**« faire l'hospitalité
ce ne peut être qu'une
joie**

Jack-Yves Bohbot, Conseiller de Paris, Groupe Changer Paris (Républicains, centristes et indépendants) : « Vous avez une bien singulière définition de la beauté, madame la Maire ! La beauté des images sucrées, fantasmées, que l'on vous connaît. Mais la réalité, c'est le débordement de misère, vous le savez. Lever aujourd'hui les barrières qui protègent la Cour du Maroc, c'est voir s'installer dès demain un nouveau campement à deux pas des commerces d'un quartier en grande difficulté déjà. Vous invitez la misère au cœur de la ville. Votre projet est d'assommer les Parisiens de la laideur d'espaces publics saccagés, sous couvert de célébrer leur humanité. Ils méritent mieux, et ces pauvres migrants méritent mieux aussi qu'un énième renoncement des pouvoirs publics à mettre de l'ordre, à héberger les réguliers et expulser les irréguliers. »

Anne Hidalgo : « À chaque campement, nous avons substitué des cailloux surdimensionnés, des contrôles musclés, du mobilier factice mais réellement répulsif, des barrières innombrables. La voici la laideur, monumentale, flanquée du sceau de la République. Il se peut que nous n'ayons pas les mêmes goûts, mais je ne peux me résoudre à penser que vous prenez plaisir à voir des pics anti-migrants fleurir

partout. Les barrières que vous défendez abîment la ville, abîment la relation que nous tissons avec l'espace public, abîment la vie de celles et ceux à la présence desquels elles s'opposent. Quelle beauté y voyez-vous ? Vous avez raison d'insister sur cette question de l'esthétique. Venez donc voir le soin avec lequel les membres des Petits déjà' solidaires accueillent, dressent des tables, s'adressent aux personnes, nouent et cultivent, soignent et écoutent, dansent et construisent. Venez donc vous pencher un seul jour sur cette beauté, et vous saisirez alors sa splendeur. Déposer les barrières, c'est poser le problème autrement : si nous ne voyons là que menace, c'est que nous manquons d'imagination, ou simplement de curiosité. Des Parisiennes et Parisiens ont eu l'imagination que nous n'avons pas eue. Ils ont inventé, en actes, une politique de l'amitié qui produit des miracles : des personnes trouvent secours, vie, conseil, chaleur, espoir, et construisent alors. Je peux accepter ne pas avoir le talent de ces personnes, et manquer d'imagination. Mais je ne peux manquer à ce point de curiosité et passer à côté des miracles qu'elles font. C'est partie prenante de ma fonction, et de la vôtre au demeurant, d'être à l'écoute des constructions de nos concitoyens. Vous comme moi ne pouvons manquer de comprendre ce qui s'invente de prodigieux tous les matins dans cette Cour du Maroc. Le Très Grand Hôtel n'est en somme que la concrétisation des visions puissantes que portent ces gens du quartier de La Chapelle. C'est un projet qui sera magnifique et ce qu'il engendrera, si nous nous y attelons avec conviction, sera d'une beauté à laquelle, je vous l'assure, nous serons vous comme moi sensibles. Je ne dis pas que ça sera facile, je ne dis pas que c'est un chantier gagné d'avance, je ne dis pas que les difficultés ne seront pas extraordinaires, je ne dis pas qu'il ne faudra pas y passer du temps, des moyens, de l'énergie. Mais de tout cela, du temps, des moyens, de l'énergie, nous en dépensons plus que de raison aujourd'hui pour détruire, meurtrir, aggraver, démoraliser, et engendrer ainsi la laideur que vous avez raison de déplorer. Peut-être pourrions-nous avoir une conception plus noble de notre fonction ? Plus belle, exactement. »

« des Parisiennes et Parisiens ont inventé, en actes, une politique de l'amitié qui produit des miracles »

Jean-Philippe Gillet, Conseiller de Paris, groupe Communiste et Citoyen :

« Mais enfin, dans quel monde vivez-vous ? J'accueille des personnes migrantes à titre personnel, comme beaucoup d'autres Parisiennes et Parisiens, mais accueillir n'est pas une fin en soi, et je ne demande nullement de devenir un service social à temps plein. Je le fais parce que vous vous êtes en quelques sortes défaussée sur moi, et je vous vois maintenant me dire : "Vous le faites si bien que je vous invite à le faire sous mes applaudissements". C'est insensé ! Ce Très Grand Hôtel et cette procédure auprès de l'UNESCO sont des inventions spectaculaires faites pour détourner notre regard de votre défaite ! »

Anne Hidalgo : « J'aimerais beaucoup vivre dans un monde où l'on ne ressasse pas des controverses insensées, telle que cette opposition factice entre institution et société civile. Vous êtes l'indice d'un possible dépassement de cette opposition : élu municipal, vous n'en êtes pas moins citoyen responsable et hospitalier, ce qui force d'ailleurs mon admiration. Le Très Grand Hôtel ne signe pas notre renoncement à agir, il manifeste notre désir d'agir autrement, auprès de celles et ceux qui inventent, dont vous faites partie. J'évoque le collectif des Petits déjà' solidaires, mais celui-ci agit avec le BAAM, avec la Fondation de l'Armée du Salut, avec Médecins du Monde, comme avec la bibliothèque municipale Vaclav Havel et le Grand Parquet du Théâtre Paris-Villette, les cinémas et les commerces du coin, les boulangeries alentour, l'entreprise Syndex, le

restaurant Chez Bob's, ou encore la librairie le Rideau Rouge. C'est ce maillage, qui fait littéralement la ville, que le Très Grand Hôtel doit faire s'intensifier, faisant s'articuler les forces, s'agencer davantage encore les compétences et les désirs. Il s'agit de placer au centre du quartier ce qui réunit tous ces acteurs, à savoir l'hospitalité faite aux personnes migrantes, et de révéler ce faisant qu'il s'agit là d'une véritable culture commune. Nous devons, je le crois, mobiliser tous nos moyens pour favoriser cette culture, pour soutenir celles et ceux qui la font vivre, sans les assigner à la tâche bien évidemment. Mais il s'agit de tout faire pour accompagner ces gestes d'accueil, et d'assurer que les moyens, les espaces, les outils, les informations qui leur sont nécessaires seront mis à disposition par cet équipement public qu'est le Très Grand Hôtel. Il me semble qu'une collectivité mature, débarrassée des oppositions factices, peut d'ailleurs concevoir cela : qu'il ne s'agit pas de doter la ville d'équipements publics, mais d'équiper les publics qui font la ville. »

« le Très Grand Hôtel manifeste notre désir d'agir autrement, auprès de celles et ceux qui inventent

Fatoumata Koné, Conseillère de Paris, Groupe Écologiste de Paris : « Madame la Maire, je vous écoute depuis bientôt une heure, et je me demande toujours pourquoi vous venez aujourd'hui avec fracas annoncer un renouveau des politiques d'accueil et la création d'un dispositif ad hoc alors que tant de structures d'accueil existent et attendent de nous un soutien renforcé, non un émiettement supplémentaire du paysage. Je suis très inquiète par l'effet désastreux que peut produire un tel projet sur les organisations existantes, associatives comme publiques. »

Anne Hidalgo : « Je pourrais oser d'abord vous répondre cela : toutes ces structures qui travaillent à redresser des personnes non pas précaires mais précarisées, sont l'émanation même d'une politique protéiforme de casse dont nous sommes en partie responsables. C'est la violence de notre politique qui a engendré tout un secteur d'aide d'urgence qui se mobilise lorsque les personnes migrantes arrivent au bout de ce qu'elles peuvent supporter. Cette politique de découragement que j'évoquais tout à l'heure a de tels effets : la matraque et les cailloux et les barrières appellent l'urgence sociale. Nous avons cassé, et un secteur de la réparation est né de cette politique insensée. Nous pouvons déjà faire le choix de mettre un terme à la casse, ce qui n'est pas rien. Mais je propose que nous choissions en outre de reconsidérer tout le secteur de la solidarité en partant non des fragilités mais des puissances qui naissent de l'attention portée à la vie d'un autre. C'est ce que nous allons mettre en œuvre avec le Très Grand Hôtel en créant un lieu qui consiste non pas tant à répondre à la crise, mais à faire fructifier ce dont les mobilisations témoignent, ce qui les anime et ce qu'elles engendrent. Vous avez raison de souligner la vigueur du secteur social parisien, et il ne s'agit absolument pas de l'émietter, mais au contraire de le consolider avec une nouvelle vision commune partant des richesses environnantes, non de la misère. Voilà qui pourrait peut-être s'entendre : que c'est une politique de l'amitié et non de la charité que toutes ces associations et structures publiques conduisent, ou tout au moins vont désormais conduire. Avec le Très Grand Hôtel, l'enjeu fondamental se trouve ici : comment renverser l'imaginaire d'une politique de l'hospitalité jusqu'à la concevoir comme une politique de création

« renverser l'imaginaire d'une politique de l'hospitalité jusqu'à la concevoir comme une politique de création et non plus de consolation

et non plus de consolation ? Je veux définitivement rompre avec une politique sociale partant d'une crise à laquelle il faudrait répondre, pour mettre en œuvre une politique culturelle partant d'un trésor à faire fructifier. Gageons alors que formuler l'enjeu ainsi, c'est permettre de nous mobiliser, de nous organiser, de nous coordonner tout autrement, non avec le poids du fardeau, mais avec l'élan d'un projet de création pour le 21^e siècle. »

Catherine Ibled, Conseillère de Paris, Groupe indépendants et progressistes :

« Tout de même, solliciter les citoyens alors que l'État a évidemment les moyens de mettre à l'abri, c'est punir les citoyens plus que les soutenir comme vous osez le prétendre ! ».

Anne Hidalgo : « Madame la Conseillère, permettez moi de vous répondre d'abord que ce que j'essaie de faire entendre aujourd'hui c'est que faire l'hospitalité c'est "faire société" au 21^e siècle, et que c'est donc une compétence de nous toutes et tous, non la prérogative de telle ou telle administration. On ne gèrera pas l'hospitalité aujourd'hui et demain comme on gère l'aménagement de la voirie. C'est une culture pour le 21^e siècle qu'une Ville ou un État ne sauraient définir : cela s'invente, non s'administre. Mais c'est une culture qu'une Ville ou un État peuvent savoir reconnaître et soutenir, en revanche, comme toute création reconnue de grande valeur. Je vous propose de nous situer là, dans cet enjeu culturel d'une création à défendre. C'est la raison pour laquelle nous soutenons la procédure auprès de l'UNESCO, et la présentation du Très Grand Hôtel comme une mesure du plan de sauvegarde de ce Patrimoine culturel immatériel de l'humanité en quoi consistent les actes d'hospitalité. Je dirais même plus : il s'agit d'une culture d'avant-garde, car les mouvements migratoires à venir sont inimaginables, et les gestes épars de soin et de bienveillance qui sont aujourd'hui si fragiles et fragilisés sont en avance sur notre temps. D'où la nécessité que je défends devant vous de soutenir ces gestes, et non plus de les écraser comme nous l'avons si systématiquement fait à la force, brutale, de nos politiques de gestion de crise consistant à évacuer, déplacer, placer, et prétendre, en effet, soulager une population en lui retirant les migrants, comme s'il s'agissait d'une maladie... »

« les gestes épars de soin et de bienveillance sont en avance sur notre temps »

Hannah Sebbah, Conseillère de Paris, Groupe indépendants et progressistes :

« Je me permets de vous couper, et de vous rappeler la question de ma collègue : vous créez donc une compétence municipale nouvelle, puisque l'hébergement d'urgence et l'accueil inconditionnel sont des compétences de l'État. »

Anne Hidalgo : « Vous faites bien de me couper pour que je précise ma pensée sur ce sujet précis de la relation à l'État. Peut-être sommes-nous assez matures pour mettre enfin en question ce récit des frontières institutionnelles que nous ressasons si souvent. J'entends dire tous les matins que l'État est tout entier raciste ou hostile envers les migrants. Sait-on encore que l'hôpital, qui soigne sans se demander qui a droit à ses soins, est un périmètre de l'État ? Sait-on que l'Université est l'État, que nombre de professeurs qui enquêtent sur la violence, soutiennent des thèses précieuses sur la nécessité de l'accueil, sont des fonctionnaires de l'État ? Si j'en suis aujourd'hui là, c'est aussi parce que j'ai lu, écouté, rencontré, nombre de ces chercheurs qui

travaillent indépendamment sur l'hospitalité. En quelques sortes, la municipalisation de l'hospitalité que j'appelle de mes vœux est le fruit d'une politique de recherche conduite notamment à l'Université. Elle est donc déjà soutenue, financièrement, par l'État. Je ne dis pas que les politiques conduites aujourd'hui par l'État français sont vertueuses : à bien des égards, ce sont des politiques de mort, et je pèse mes mots. Mais ces politiques ne sont pas le seul fait de l'État, condamnable assurément, elles sont aussi le fait de la collectivité dont nous sommes et, il faut le dire aussi, elles sont le fait de politiques conduites par nombre de nos concitoyens hostiles, xénophobes, coupables de la violence que l'on sait. Alors oui, je veux que nous prenions nos responsabilités et que nous cessions de renvoyer à la responsabilité d'un autre, fantasmé en partie. Alors oui, je défends que notre compétence municipale implique de savoir reconnaître ce qui se présente ici et maintenant comme devenir, qu'elle requiert d'en jardiner les promesses pour faire autrement face à la violence protéiforme. Des associations, des collectifs, des services municipaux, des services publics de l'État aussi, et puis des citoyens engagés dans mille formes d'actions, c'est cela qui fait commune, c'est cela qui compose l'espace commun pour le rendre respirable, aux personnes migrantes au premier chef. Voilà ce qui relève de la compétence municipale : cartographier l'hospitalité créatrice et s'appliquer à la faire vivre et resplendir. Exiger que l'accueil soit du domaine réservé de l'État, c'est rêver d'un espace saturé par l'administration publique, c'est rêver d'une population se détournant de cet art si humain de faire l'hospitalité. Je peux vous faire cette confidence : ces rêves ne sont pas les miens. »

« voilà ce qui relève de la compétence municipale : cartographier l'hospitalité créatrice et s'appliquer à la faire vivre et resplendir »

Alice Timsit, Conseillère de Paris, Groupe Écologiste de Paris : « C'est un tour de passe-passe effroyable que vous réalisez là, qui repose sur le travestissement de ce qui a lieu. Vous enchantez la relation qui s'invente dans l'accueil, elle n'est en fait que rarement joyeuse, elle est traversée par la douleur, la torpeur, le désarroi, la peur. Enraciner cela par le moyen souriant du Très Grand Hôtel, par la supercherie d'un jeu de mot, c'est enfoncer les personnes, accueillies comme accueillantes, dans la douleur, une autre douleur que la rue, certes, une autre douleur que les campements, mais une détresse d'autant plus folle qu'elle sera désormais invisible et organisée par la puissance publique. La défaite de votre politique est là : vous ne répondez pas à la douleur mais espérez la rendre invisible en demandant aux Parisiennes et Parisiens de la couvrir. »

Anne Hidalgo : « Vous avez parfaitement raison sur le fait que l'accueil tel qu'il s'éprouve aujourd'hui n'est pas satisfaisant, ni pour celles et ceux qui ouvrent leurs portes, ni pour celles et ceux qui en franchissent le seuil. Mais c'est parce que, contrairement à vous, nous y voyons aussi des promesses magnifiques que nous engageons à prendre soin de ces situations, à les accompagner, à les outiller. Le Très Grand Hôtel n'est pas la célébration béate de ce qui a lieu : ce sont des ressources, en espaces, en personnes, en temps, en financements, mobilisées pour rendre magnifique ce qui ne s'énonce aujourd'hui que comme fragile promesse. Oui, les personnes qui accueillent le font à bout de bras souvent, sans les outils nécessaires, sans les soutiens adéquats. Oui, ces personnes s'engagent parfois dans l'angoisse, se retrouvent responsables du destin de femmes, d'enfants, d'hommes à un point extrêmement dangereux, sont menacés par l'ensevelissement. Oui, ces personnes habitent souvent des espaces exigus, oui elles manquent de tout, oui cela leur coûte du temps, de

l'argent. Mais si nous partons de la joie, et du plaisir, et de ce que faire l'hospitalité procure à soi comme à l'autre, alors nous nous devons, en tant que collectivité, d'alléger la tâche autant que possible. Le Très Grand Hôtel, c'est une permanence sociale pensée pour soutenir les aidants, les outiller, les épauler dans le quotidien de l'accueil. C'est une permanence architecturale pensée pour prendre soin et embellir les chambres comme l'espace public de l'accueil. C'est une permanence juridique pensée pour équiper les citoyens, pour les accompagner dans les procédures. C'est une permanence citoyenne permettant que lorsqu'Untel ne peut plus, ou ne veut plus, pour toujours ou pour un temps, un autre, voisin, ami, proche, puisse prendre le relais. Le Très Grand Hôtel consiste en la consolidation de la solidarité, il rompt avec les stratégies de fragilisation des citoyens solidaires. J'en profite d'ailleurs pour ajouter que bien souvent l'on accueille sans tambour ni trompette, et que l'on tient à la discrétion, à l'anonymat, à la clandestinité même de ce geste qui regarde chacune et chacun. Le Très Grand Hôtel, c'est la célébration de la poussée collective de l'accueil, notamment par la construction d'un haut-lieu public nommé Réception où se trouvent entre autres les permanences que je viens d'évoquer, mais il doit préserver la discrétion que chacune et chacun peut vouloir. Souvent cette discrétion est une condition des gestes de l'hébergement solidaire, et il reviendra à chacune et chacun d'en faire état, non à la puissance publique. Celle-ci ne rendra pas célèbre l'aide, qui est affaire privée, mais l'entraide, qui s'avère le plus beau visage de la ville. »

« Le Très Grand Hôtel consiste en la consolidation de la solidarité, il rompt avec les stratégies de fragilisation des citoyens solidaires

René-François Bernard, Conseiller de Paris, Groupe Changer Paris

(Républicains, centristes et indépendants) : « Si j'entends bien, Madame la Maire, vous proposez aux particuliers d'équiper leurs logements pour bien recevoir, mais aussi à des groupes de citoyens de réquisitionner des logements vacants dont ils prendraient la responsabilité d'usage. Vous appliquez donc la loi de réquisition instituant à Paris la violation de la propriété. Est-ce bien raisonnable ? »

Anne Hidalgo : « Les controverses passées sur ladite loi de réquisition ne nous ont pas grandis, elles ont contribué à ce qu'un texte, porté par le Conseil National de la Résistance, soit traduit en un slogan bête et méchant, en un énoncé infantilisant. Il convient de relire ce texte, qui est précisément l'ordonnance du 11 octobre 1945, et d'entendre son esprit comme sa lettre dans toute leur envergure. Il y est question non de spoliation, mais de contractualisation, d'encadrement, de dédommagement, de valorisation même. Pourquoi avons-nous, pro comme anti, fait une publicité aussi ridicule de ce texte, le faisant passer pour un outil d'expropriation, pour une mesure punitive des propriétaires ? Il n'est rien de cela dans ce texte raisonnable mais puissant porté par le CNR, si tant est que l'on s'y penche un peu. Il est certain cependant que l'État a pleine et entière compétence de l'application d'une telle mesure. Aussi devons-nous faire en sorte que ce texte soit modifié pour que les municipalités puissent également s'emparer de cette capacité d'action. C'est un enjeu préalable, à conduire donc au niveau législatif, et ce sans doute en nous en référant au principe de fraternité reconnu par décision du Conseil constitutionnel le 6 juillet 2018. Dans l'objectif de soutenir la fraternité en actes,

« dans l'objectif de soutenir la fraternité en actes, et de créer les conditions de son intensification, le pouvoir de réquisition doit être confié aux collectivités locales

et de créer les conditions de son intensification, le pouvoir de réquisition doit être confié aux collectivités locales. La mesure sera en droit proportionnée. Elle n'opposera pas la fraternité à la propriété, mais créera leur articulation pensable, et sans doute trouverons-nous alors bien davantage de propriétaires volontaires que ce que nous trouvons aujourd'hui dans le cadre des dispositifs de baux solidaires, par exemple. J'ajoute un point crucial à mon sens sur l'enjeu de la réquisition tel qu'il est décrit dans le projet du Très Grand Hôtel : l'idée n'est pas de ponctionner des espaces en plus, où ils se trouvent, pour y placer des corps en trop, où qu'ils se trouvent. Cette vision mécanique de la politique à conduire, défendue par bien des associations et militants, est à mon sens barbare. C'est de l'espace disponible entre nous, dans le voisinage, dont il doit être question. C'est de la vacance de proximité qu'il s'agit de mobiliser, du rez-de-chaussée face à la Cour du Maroc déserté par le magasin de prêt-à-porter au logement situé à l'étage juste au-dessus du logement de tel ou tel riverain solidaire. C'est cette disponibilité-là qu'il nous faut cartographier, saisir, faire vivre en la plaçant au cœur de la communauté œuvrante, comme l'une des ressources du collectif d'entraide. Ce qu'il nous faut créer ce sont des "chambres d'ami" à l'échelle d'un quartier, ménagées et soignées par celui-ci. Ce n'est pas un espace abstrait, des mètres carrés flanqués sous un toit, mais un lieu inscrit dans un tissu relationnel qui fait que celles et ceux qui y trouveront refuge ne cesseront d'y trouver les ressorts humains, fraternels, d'un abri social, vital. »

Alice Coffin, Conseillère de Paris, Groupe Écologiste de Paris : « Vous pensez bien que je trouve tout à fait nécessaire votre engagement pour une politique radicale de l'hospitalité, au rendez-vous effectif de ce siècle. Mais le Très Grand Hôtel est un projet situé, contextualisé, ajusté, et relève donc d'une politique d'acupuncture alors que se déclare, vous le dites vous-mêmes, un problème majeur et redoutablement conséquent. Serons-nous véritablement à la hauteur en faisant ainsi de la dentelle ? »

Anne Hidalgo : « Chère Alice, vous avez bien raison de souligner cette difficulté, qui n'est pas des moindres, et qui n'est pas la seule, de ce projet. Je dirais d'abord que nous partons de tellement loin que toute initiative prenant ce chemin nouveau d'une politique de l'hospitalité civile, vive et créatrice, s'avère déjà un pas de géant. En outre, je crois qu'être politiquement à la hauteur est un enjeu fondamental qui ne se réduit pas aux chiffres : on peut être arithmétiquement à la hauteur sans l'être politiquement, et c'est ce qu'ont démontré nos politiques de gestion de crise consistant à installer des centres d'hébergement d'urgence pour y accueillir en nombre, pour gérer une humanité réduite à un flux, pour ne rien construire en définitive. C'est un imaginaire à front renversé qu'il faut bâtir, et sortir donc de l'état d'urgence et de catastrophe : certes, l'innombrable est à venir, mais c'est l'état normal des temps à venir qui, si nous n'y répondons que par la gestion de crise comme s'il s'agissait d'une menace, n'advient jamais à notre réalité comme un ferment politique et social. Le projet du Très Grand Hôtel, c'est bien cela : partir des inventions politiques, c'est-à-dire des mouvements de citoyens qui naissent de la rencontre des personnes migrantes, et de ce que ces mouvements dessinent comme ville à venir, comme "beau quartier" pour reprendre l'heureuse image

« la question qui nous est posée par les mouvements migratoires est celle de notre capacité à créer un réseau, en actes, de collectivités locales bâtisseuses d'une hospitalité du 21e siècle

évoquée tout à l'heure. Nous avons à prendre urgemment ces mouvements comme des sources et des ressources, comme des élans qui, si nous les épousons, vont grandir et se placer à la hauteur de ce qui nous arrive. Mais à cette question, il faut vous répondre mieux, et s'engager à plus ambitieux encore. L'hospitalité est transfrontalière, elle s'invente et s'affirme bien au-delà de Paris, sur les chemins migratoires multiples en France comme en Europe. Le Très Grand Hôtel ne peut être à la hauteur s'il n'est pas démultiplié ici et là, et la question qui nous est posée aujourd'hui par les mouvements migratoires est celle de notre capacité à constituer un réseau, en actes, de collectivités locales bâtisseuses d'une hospitalité du 21^e siècle. C'est pourquoi je m'engage à transmettre le projet du Très Grand Hôtel, mais aussi le compte rendu écrit de ce Conseil municipal extraordinaire, notamment à tous les membres de l'Association nationale des villes et territoires accueillants comme à celles et ceux qui souhaiteront s'engager avec nous à faire vivre la richesse humaine de nos territoires non pas séparés, mais réunis par les pas des migrants. C'est un réseau de compétences et d'actions qu'il nous faut bâtir, à l'échelle européenne aussi, avec le Maire de Palerme, tellement en avance sur nous toutes et tous, avec les collectivités italiennes, belges, allemandes, grecques, espagnoles, qui le souhaiteront. Mais aussi, comme la procédure engagée auprès de l'UNESCO le prévoit, nous construirons ensemble les bateaux nécessaires à une mer Méditerranée radieuse, et non pas sinistrée par notre lâcheté. Sur mer comme sur terre, nous dresserons ensemble des bâtiments à même non seulement d'accueillir, mais de faire retentir les gestes de nos concitoyens, y compris ceux des marins sauveteurs qui ne sauvent pas seulement des vies, mais notre humanité tout entière à nous autres, Européens. Ce que désignent les mouvements migratoires, c'est l'apparition d'une autre géographie, c'est la fin de nos éloignements, et la nécessité de dessiner d'autres territoires d'action concertée, infranationaux et transfrontaliers, à hauteur de femmes et d'hommes. »

« nous construirons aussi les bateaux nécessaires à une mer Méditerranée radieuse et non pas sinistrée par notre lâcheté »

Nicolas Bonnet-Oulaldj, Conseiller de Paris, groupe Communiste et Citoyen :
« J'entends l'emphase, j'entends l'ambition, mais cela ne cache-t-il pas un décrochage social de fait en renonçant aux droits fondamentaux, à l'hébergement et au logement en particulier ? N'instaurez-vous pas une politique qui, grandiose en apparence, enregistre dans les faits un recul de nos ambitions collectives en cédant sur le droit de ces personnes à un accueil digne, comme habitants à part entière ? C'est politiquement grave, et juridiquement insoutenable : quel est le régime sous lequel cet hébergement citoyen peut se concevoir, puisqu'il déroge aux normes existantes, gagnées de hautes luttes ? »

Anne Hidalgo : « Il y a dans votre question une figure de rhétorique qui fait très mal à notre capacité d'action. Cette figure est récurrente, terriblement partagée, et consiste à dire que prendre soin de personnes en détresse, c'est accepter l'inacceptable de leur détresse. Une tente offerte, une soupe, un geste, une pièce, un squat même, un hébergement chez l'habitant donc, un service quel qu'il soit : somme toute, tout ce qui se présente de soutien peut être accusé de soutenir l'insoutenable. Restons sur le bateau une seconde, sur ces organisations qui œuvrent en Méditerranée et que de toute évidence vous soutenez, diriez-vous qu'elles acceptent l'inacceptable de l'exil en le rendant moins meurtrier ? Construire un bateau, construire le Très

Grand Hôtel, faire se développer une politique de l'hospitalité majuscule, c'est bien évidemment reconnaître l'exil, et sa douleur, comme partie de notre monde, et c'est précisément ne pas renoncer à l'action pour cette seule raison-là. Car s'il nous fallait attendre que la situation soit acceptable pour construire, alors nous ne construirions rien. D'aucuns diront que nous institutionnalisons la misère, comme si la

Sécurité sociale institutionnalisait l'incapacité de chacune et chacun à s'offrir les soins nécessaires. Cette rhétorique, malheureusement si répandue, est meurtrière en cela qu'elle veut nous conduire à ne rien faire pour que le scandale explose plus encore, comme si cela pouvait avoir quelque conséquence heureuse que ce soit. Pour revenir à votre question plus précisément, nous sortons effectivement des normes du logement et de l'hébergement pour entrer dans le droit culturel, et dans l'accompagnement de pratiques qui font grandir notre humanité. Soutenir l'hospitalité civile, c'est non pas proposer un hébergement au rabais, mais favoriser l'amplification d'une inestimable pratique culturelle de l'accueil. Nous allons donc travailler à défendre ces pratiques de l'hospitalité créatrice comme nous défendons toutes les pratiques de création, et celle-ci avec plus de vigueur encore que nous en avons jamais mise dans nos politiques culturelles passées. »

« soutenir l'hospitalité civile c'est non pas proposer un hébergement au rabais, mais favoriser l'amplification d'une inestimable pratique culturelle de l'accueil

Paul Hatte, Conseiller de Paris, Groupe Changer Paris (Républicains, centristes et indépendants) : « Je vous écoute en n'en reviens pas, et encore moins maintenant alors que vous sortez l'alibi culturel pour faire passer la pilule énorme d'une politique de l'appel d'air absolument décomplexée ! Je pourrais me réjouir de cette folie sachant qu'elle va inévitablement vous conduire dans le mur, mais je ne peux accepter une seconde que les Parisiens, et les Français puisque c'est à cette échelle que vous raisonnez, que vous déraisonnez plus exactement, puissent subir le déferlement que vous organisez. Cette Ville lumière sera bientôt définitivement assombrie ! Vous prônez le suicide d'une culture, de celle que nous avons en héritage, de celle dont vous êtes responsable aussi en tant que maire de la capitale, de la culture française. »

Anne Hidalgo : « Je ne vous ferai pas l'insulte d'un cours d'histoire pour démonter vos affabulations identitaires, moi la fille de réfugiés espagnols, naturalisée française à l'âge de 14 ans, en charge d'une ville fondée il y a des siècles par une tribu celte venue camper sur les rives de la Seine et y établir son royaume transformé depuis par des personnes débarquées du monde entier. Cette ville lumière est faite de ce fatras, quoi que vous en disiez. L'identité c'est ce que nous devenons, c'est l'histoire de nos transformations multiples, inarrêtables, infinies. La question est simplement : mettons-nous ou pas la violence au programme de nos devenirs ? Cette simple question dessine à mon sens un nouvel échiquier politique à l'heure des migrations et, plus encore, d'un horizon terrestre commun et indépassable : il en est, de droite comme de gauche, qui sont du parti de la mort, il en est d'autres qui sont de celui de la vie. Installant des barrières pour chasser et tenir à distance, mobilisant des machines et des forces de l'ordre pour terroriser,

« faire le Très Grand Hôtel c'est accompagner les mouvements vifs et vitaux de certains de nos concitoyens, c'est prendre leur parti, le parti de la vie

organisant les déplacements en lisière de la ville, j'étais il y a quelques temps encore dans le camp des violents, de celles et ceux qui, n'ayons pas peur des mots puisque c'est un fait avéré sur le chemin migratoire, défendent la mort comme une réponse à ce qui se présente. Ayant mesuré la folie de cette politique, et combien l'humanité à venir portera longtemps les traumatismes de celle-ci, et combien c'est du monde de nos enfants qu'il est question, je change aujourd'hui de bord pour ainsi dire. Construire le Très Grand Hôtel, c'est accompagner les mouvements vifs et vitaux de certains de nos concitoyens, c'est prendre leur parti, le parti de la vie. C'est ce que j'assume, et nous saurons enjamber les murs, et non nous les prendre comme vous dites, pour la simple et bonne raison que de murs, comme de barrières, cailloux ou pics répulsifs défigurant nos espaces publics, nous n'en construirons plus. »

Anne-Claire Tyssandier, Conseillère de Paris, Groupe Changer Paris (Républicains, centristes et indépendants) : « On peut en effet dire que vous n'avez pas peur des mots ! Voilà que vous accusez donc le Président de la République de crime contre l'humanité lorsque celui-ci renforce il y a quelques semaines le contrôle aux frontières suite aux derniers crimes de terroristes islamistes qui, vous en conviendrez, mettent en doute votre géographie selon laquelle les migrants sont du côté de la vie. Vous savez évidemment combien les routes migratoires sont aussi empruntées par les terroristes, vous savez que vos positions font porter une menace effective sur la vie de nos compatriotes. Vous savez que votre Très Grand Hôtel repose sur une vision édulcorée de la réalité, qu'il s'agit d'un projet non seulement déraisonnable mais dangereux. »

Anne Hidalgo : « Je ne suis pas de ceux qui pensent que parce que Michel Fourniret a fait les horreurs que l'on sait, il faut engrillager les Ardennes. Il nous faut être attentifs toujours, et si vous croisez un Ardennais ou un Tunisien menaçant, il faut le dénoncer. La loi demeure inchangée pour toutes et tous. En outre, si un Ardennais veut se rendre à Paris, ce ne sont pas les grillages sur les 5 229 km² du département qui empêcheront qu'il s'y rende si le département est à feu et à sang ou si la famine le gagne. Il y a même pire : le grillage est ce qui génèrera la clandestinité, le commerce des passeurs, la violence sur le chemin, l'inhumanité plus encore, et la violence pour finir. La politique des frontières produit la violence qu'elle prétend juguler, c'est la plus dangereuse des politiques pour nos compatriotes, vous le savez, et ce qui est criminel c'est de prétendre le contraire. J'en profite pour répondre à la question des coûts que vous ne me posez pas, puisque derrière l'argument de la raison se trouve bientôt celui des moyens à mobiliser, que vous trouverez sûrement disproportionnés. Nous n'avons malheureusement jamais encore évalué le coût de toutes les politiques mortifères des frontières, des fermetures, des barrières, des impasses, des placements et déplacements, des mobilisations incessantes pour détruire, des effets indirects de la violence et des prises en charges démultipliées qu'elle occasionne, en psychiatrie par exemple, de la souffrance donc, et des mesures de crise en cascade, et des Centres en tout genre que nous avons fait se démultiplier, centres d'orientation, de rétention, d'urgences. Nous n'avons encore jamais évalué ce que coûtait à la collectivité cette politique de violence qui la déshonore par-dessus le marché. Alors nous construirons, avec les citoyens, avec celles et ceux qui souhaitent construire, parce que nous devenons sérieux et conséquents, parce que

« la politique des frontières produit la violence qu'elle prétend juguler, c'est la plus dangereuse des politiques pour nos compatriotes

nous avons aussi pour ambition d'économiser, et pas uniquement des vies. »

Nathalie Maquoi, Conseillère de Paris, Groupe Génération-s : « Vous parlez habilement d'une politique de l'hospitalité expérimentale, mobilisant les ressources des citoyens, mais jamais l'on ne vous entend parler des personnes migrantes elles-mêmes. Vous continuez de les installer dans un mutisme qui en fait des habitants de seconde zone. Veulent-ils réellement d'un Très Grand Hôtel ? Et les sans-abri, que valent-ils ? Est-ce que le Très Grand Hôtel ethnicise la question de l'accueil, et renvoie une partie de la population dans l'oubli ? »

Anne Hidalgo : « Je vous remercie pour cette question importante, et je tiens à vous répondre d'abord comme le ferait Leoluca Orlando, prodigieux maire de Palerme qui devrait tant nous inspirer, qui affirme tous les jours que quiconque pose un pied sur le sol de la ville est palermitain de plein droit. Les migrants ne sont pas des habitants de seconde zone comme vous dites, mais des citoyens de Paris de premier ordre et, à ce titre, ils seront co-producteurs du projet et de la vie de celui-ci. Tel est déjà le cas : ce Très Grand Hôtel a été imaginé par des architectes et chercheurs, deux années durant, à la rencontre d'habitants du nord de Paris et des personnes migrantes qu'ils rencontrent et aident quotidiennement. Le Très Grand Hôtel est une mise à disposition, non un dispositif, et il ne vivra que du désir de celles et ceux qui s'empareront, ou non, de son espace, de ses équipes, de ses ressources, de ses outils qui se transformeront chemin faisant. Il en est de même pour les destinataires de ce projet que nous ne sélectionnerons évidemment pas, mais qui se découvriront dans l'enceinte de la Réception, à la rencontre des habitants du quartier de La Chapelle. Ce projet, et le projet plus global d'une politique municipale de l'hospitalité vive, sont exigés en quelques sortes par la situation contemporaine des migrants, mais ils portent une culture de l'hospitalité qui concerne et concernera par définition tout le monde. Par conséquent, le Très Grand Hôtel servira aussi, évidemment, nécessairement, à l'accueil de tant de nos aînés par exemple qui, sans être complètement à la rue peut-être, sans être complètement plongés dans la misère économique, bien que de ce point de vue la situation de beaucoup se rapproche de certaines personnes migrantes, sont aujourd'hui dans la solitude la plus complète, dans une détresse folle à laquelle cette hospitalité vive et créatrice doit savoir répondre également. Je ne défends pas aujourd'hui devant vous une politique pour les migrants, ni pour les sans-abri ou pour les personnes âgées, mais une politique pour Paris : l'hospitalité n'est définitivement pas un secteur de la politique de la ville, elle en est le fondement ».

« je ne défends pas aujourd'hui devant vous une politique pour les migrants, ni pour les sans-abri ou pour les personnes âgées, mais une politique pour Paris »